

COMMUNE DE SEYNE LES ALPES (04140)
Travaux d'aménagement des ruelles du centre ancien

PROCEDURE ADAPTEE
(Article 27 du décret 2016-360 du 25 Mars 2016)

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
PIECE 03 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)

MAITRISE D'OUVRAGE

Commune de SEYNE LES ALPES
En Mairie
Grande Rue
04140 SEYNE LES ALPES

MAITRISE D'ŒUVRE

M.G. CONCEPT INGÉNIERIE
Allée des Fauvettes
05200 EMBRUN
Tél. 04 92 43 05 55
contact@mgconcept.net

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ, INTERVENANT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ, EMPLACEMENT DES TRAVAUX, DOMICILE DU TITULAIRE	4
1.2	TRANCHES ET LOTS :	4
1.3	INTERVENANTS :	4
1.4	TRAVAUX INTERESSANTS LA DÉFENSE, OBLIGATION DE DISCRETION :	5
1.5	CONTROLE DES COUTS DE REVIENT :	5
1.6	DISPOSITIONS GÉNÉRALES :	5
1.7	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX :	6
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1	PIECES PARTICULIERES	7
2.2	PIECES GÉNÉRALES.....	7
3	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, REGLEMENT DES COMPTES, VARIATION DANS LES PRIX	7
3.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	7
3.2	CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	7
3.3	VARIATION DANS LES PRIX	8
3.3.1	<i>Les prix sont :</i>	<i>8</i>
3.3.2	<i>Mois d'établissement des prix du marché :</i>	<i>8</i>
3.3.3	<i>Choix de l'index de référence :</i>	<i>8</i>
3.3.4	<i>Modalités de révision des prix :</i>	<i>8</i>
3.3.5	<i>Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables :</i>	<i>9</i>
3.4	REGLEMENT DES COMPTES	9
3.4.1	<i>Règlement des comptes : principe.....</i>	<i>9</i>
3.4.2	<i>Approvisionnements.....</i>	<i>9</i>
3.4.3	<i>Acomptes mensuels - révision provisoire.....</i>	<i>10</i>
3.4.4	<i>Modalités diverses.....</i>	<i>10</i>
3.5	SOUS-TRAITANTS	10
4	DELAIS D'EXECUTION	11
4.1	DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
4.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	11
5	PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCES	11
5.1	DOCUMENTS FOURNIS PAR LE TITULAIRE AVANT EXECUTION	11
5.2	RETARD IMPUTABLE AU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
5.3	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	13
5.4	INTERRUPTION DES TRAVAUX	13
5.5	REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION	13
5.6	PRIMES POUR AVANCE.....	14
6	POURSUITE DES TRAVAUX EN CAS DE DEPASSEMENT DE LA MASSE INITIALE PREVUE.....	15
7	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
7.1	RETENUE DE GARANTIE	15
7.2	AVANCE FORFAITAIRE	15
7.3	AVANCES FACULTATIVE ET/OU SUR MATERIELS	16
7.4	NANTISSEMENT	16
8	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS.....	16
8.1	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
8.2	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU DE LIEUX D'EMPRUNTS.....	17
8.3	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	17

9	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	17
9.1	PIQUETAGE GENERAL	17
9.2	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	17
10	PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	17
10.1	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	17
10.2	PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL	18
10.3	ECHANTILLONS – NOTICES TECHNIQUES – PROCES VERBAL D'AGREMENT	18
10.4	MODIFICATION DE DETAIL DE LA CONSISTANCE DES TRAVAUX	18
10.5	INSTALLATION - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	19
10.5.1	<i>Installations de chantier des entreprises :</i>	19
10.5.2	<i>Lieu de dépôt des déblais en excédent :</i>	19
10.5.3	<i>Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)</i>	19
10.5.4	<i>Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants :</i>	20
10.5.5	<i>Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique :</i>	20
10.5.6	<i>Prescriptions particulières</i>	21
11	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	21
11.1	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	21
11.2	RECEPTION	21
11.3	MISE A LA DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	22
11.4	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	22
11.5	DELAI DE GARANTIE	22
11.6	RESPONSABILITE DECENNALE	22
11.7	ASSURANCES	22
12	RESILIATION	22
13	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

1 OBJET DU MARCHÉ, INTERVENANT ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché, emplacement des travaux, domicile du titulaire

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la réalisation de travaux :

Travaux d'aménagement des ruelles du centre ancien

Les lieux d'exécution des prestations sont situés sur la **Commune de SEYNE (04140)**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les divers documents formant le Dossier de Consultation des Entreprises.

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement, du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites chez le maître d'ouvrage de l'opération jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Tranches et lots :

Marché de travaux de type **Exécution**.

La présente opération fait l'objet des lots suivants, et d'une tranche unique.

LOT
UNIQUE – Voirie Réseaux divers (VRD)

1.3 Intervenants :

Mandataire du Maître de l'Ouvrage :

Sans objet.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 134 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016 :

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 134 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016) ;

une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (Articles 50 à 54 du décret n°2016-360 du 27 mars 2016) ;

Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;

L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée ci-après.

Conduite d'opération :

Sans objet.

Maîtrise d'œuvre:

M.G. CONCEPT INGÉNIERIE

Allée des Fauvettes
Résidence Les Fauvettes n12
05200 EMBRUN
Tél : 04 92 43 05 55
contact@mgconcept.net
SIRET : 418 108 601 00026

Contrôle Technique :
Sans objet.

Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS) :
Sans objet.

Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) :
Sans objet.

Autres intervenants :
Sans objet.

1.4 Travaux intéressants la défense, obligation de discrétion :

Sans objet.

1.5 Contrôle des coûts de revient :

Sans objet.

1.6 Dispositions générales :

Mesures d'ordre social, application de la réglementation :

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifier si ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées dans la langue française.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 à 137 du décret 2016-360 du 25 Mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché intitulé..... ayant pour objet, pour le compte du maître d'ouvrage.....

Ceci concerne notamment la loi N°75-1334 du 31 Décembre 1975 modifiée et relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-3 du présent CCAP.

Les prix des prestations sous-traitées resteront inchangés en cas de variation de change.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en langue française. »

Assurances :

Responsabilité :

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur au moment de la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

Assurance de Responsabilité Civile:

Les titulaires et leurs sous-traitants doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutifs du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché émanant de leurs compagnies d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année et ce pendant toute la durée de leur mission.

1.7 Suivi de l'exécution des travaux :

Lors de l'exécution des travaux, **des visites en présence du maître d'Ouvrage, et/ou du maître d'œuvre, et de l'Entrepreneur devront être assurées.**

Une convocation sera transmise avant la tenue des visites.

Les visites communes sont hebdomadaires.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1 Pièces particulières

Pièces remises aux candidats lors de la transmission des Dossiers de Consultation :

PIECES COMMUNES
Annonce légale
Pièce 01 - Règlement de la consultation (RC)
Pièce 02 - Acte d'Engagement (AE), un par lot,
Pièce 03 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce 04 - Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
Pièce 05 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot,
Pièce 06 – Bordereau des Prix Unitaires (BPU), un par lot,
Pièce 07 - Détail Quantitatif Estimatif (DQE), un par lot,
Ensemble des Plans PM, CP en version PDF.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.3.2. du présent C.C.A.P.

- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics
- Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.)
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.)

Ces documents ne sont pas joints au marché mais ils sont supposés parfaitement connus de l'Entrepreneur.

3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, REGLEMENT DES COMPTES, VARIATION DANS LES PRIX

3.1 Répartition des paiements

Les paiements seront répartis entre l'entrepreneur et ses cotraitants ou sous-traitants, comme il est dit dans l'acte d'engagement ou dans la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

3.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages

Les travaux comprennent la construction complète, conformément aux prescriptions des C.C.T.G. et C.C.T.P. suivant les règles de l'art des ouvrages prévus au marché ou réalisés sur directives du Maître d'Œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage.

Sont à la charge de l'entrepreneur et compris dans les prix forfaitaires et les prix unitaires des bordereaux tous les frais nécessités par l'exécution des travaux (cf. article 10.1 du C.C.A.G.) y compris ceux d'assurance notamment.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOGED ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché : *Travaux des différents concessionnaires ou pour leur compte.*

Il est appliqué aux prix du marché pour l'établissement du montant du marché :

a) Eventuellement pour obtenir le montant hors taxes (H.T.) de l'offre

- Les majorations ou minorations pour ajustement, mise à niveau des prix, afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques ;
- Les rabais ou majorations figurant éventuellement dans l'acte d'engagement et appelés conditions d'appel d'offres ou contractuelles.

b) Pour obtenir le montant T.T.C. (toutes taxes comprises)

- Le taux de la T.V.A. en vigueur : 20.00 %

Le montant de l'évaluation est obtenu en appliquant aux quantités d'ouvrages les prix unitaires définis ci-dessus.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 *Les prix sont :*

☐ fermes et définitifs ;

☐ révisibles suivant les modalités fixées au 3 - 3 - 3 et au 3 - 3 - 4

☒ fermes, actualisables suivant les modalités fixées au 3 - 3 - 3 et au 3 - 3 - 5

3.3.2 *Mois d'établissement des prix du marché :*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois du calendrier qui précède le mois de signature de l'acte d'engagement par l'Entrepreneur, soit le mois de **Octobre 2016 dit mois zéro « m0 »**.

3.3.3 *Choix de l'index de référence :*

Indice INSEE :

- Lot UNIQUE – **TP 10a**

3.3.4 *Modalités de révision des prix :*

Lorsque le marché prévoit une révision des prix La révision des prix est obtenue en appliquant aux prix unitaires du marché un coefficient C_r dit « coefficient de révision » donné par la formule suivante :

$$C_r = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle I_m et I_0 sont les valeurs prises respectivement au mois de facturation et au mois zéro par l'index de référence I du marché

Le coefficient de révision sera arrondi au 1/1000ème supérieur.

Lorsque les indices ne sont pas connus à la date de facturation par l'entrepreneur des ouvrages exécutés, l'entrepreneur appliquera l'actualisation des prix soit à compter du mois de parution des indices, soit lors de la présentation de son Décompte Général Définitif.

3.3.5 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables :

Lorsque le marché prévoit une actualisation des prix ; L'actualisation des prix a lieu lorsque l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux est réceptionné par l'entrepreneur dans un délai supérieur à 3 mois depuis le mois m0.

L'actualisation des prix est obtenue en appliquant aux prix unitaires du marché un coefficient C_a dit « coefficient d'actualisation » donné par la formule suivante :

$$C_a = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_{d-3} et I_0 sont les valeurs prises respectivement au mois de démarrage diminué de trois mois (d-3) et au mois zéro par l'index de référence I du marché

Le coefficient de révision sera arrondi au 1/1000ème supérieur.

Lorsque les indices ne sont pas connus à la date de facturation par l'entrepreneur des ouvrages exécutés, l'entrepreneur appliquera l'actualisation des prix soit à compter du mois de parution des indices, soit lors de la présentation de son Décompte Général Définitif.

3.4 Règlement des comptes

3.4.1 Règlement des comptes : principe

Il s'opère à l'aide d'acomptes mensuels et d'un solde.

A cet effet, l'entrepreneur fait parvenir au Maître d'œuvre et/ou au Maître d'Ouvrage, dans la forme précisée par le Directeur des travaux, les documents établis en application des clauses des articles 3.1, 3.2 et 3.3 du C.C.A.P. dans les conditions suivantes :

- en 1exemplaire format papier et 1 exemplaire format numérique, les situations ou décomptes provisoires d'approvisionnements ou de travaux effectués.
- en 1exemplaire format papier et 1 exemplaire format numérique, le décompte final.

Les situations ou décomptes provisoires et final devront faire apparaître les mois d'exécution des travaux en vue du calcul de la révision des prix, si ceux-ci bénéficient des dispositions de l'article 3.3.

A défaut le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage aura la possibilité de retenir toute autre date.

Par ailleurs, l'entrepreneur doit faire figurer sur les documents ci-dessus la date de leur établissement avant leur transmission immédiate au Maître d'œuvre et/ou au Maître d'Ouvrage.

3.4.2 Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11.4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements intégrés dans les prix du marché peuvent figurer aux décomptes mensuels.

Les prix unitaires de ces fournitures sont réputés représenter soixante-cinq pour cent (65 %) des prix figurant au marché pour la réalisation des ouvrages correspondants.

Les approvisionnements pourront également être réglés sur présentation d'une facture acquittée dans la limite du plafond indiqué précédemment.

A l'appui de toute demande de Règlement d'approvisionnement, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété et si nécessaire établir une attestation de propriété dans la forme précisée par le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.4.3 Acomptes mensuels - révision provisoire

Le montant à régler est déterminé par le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage à partir du décompte mensuel présenté par l'entrepreneur.

Si les index de travaux publics nécessaires pour le calcul de la variation des prix (cf. article 3.3 du C.C.A.P.) ne sont pas parus, l'effet en sera déterminé provisoirement à l'aide des dernières valeurs connues de ceux-ci.

3.4.4 Modalités diverses

SANS OBJET.

3.5 Sous-Traitants

Afin de permettre au maître de l'Ouvrage de mettre en œuvre la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le titulaire doit indiquer dans son offre s'il a ou non l'intention de faire appel à un sous-traitant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiements du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous traitance.

L'avenant ou acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement du contrat de sous traitance, à savoir les modalités de calcul et de versement des acomptes :
 - . la date et le mois d'établissement des prix
 - . les modalités de variation des prix
 - . les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte du sous-traitant à créditer.

Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint au décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous traitance et inclut la T.V.A.

4 DELAIS D'EXECUTION

4.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service de commencement des travaux.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

Les prolongations du délai, si elles sont reconnues nécessaires, sont notifiées à l'Entrepreneur par ordre de service.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Toutefois, en vue de l'application du 2^{ème} alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera systématiquement prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite fixée ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Neige	30 cm
Pluie	50 mm/jour
Gel	-5°C

La station météorologique de références est celle de **BRIANCON**.

5 PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCES

5.1 Documents fournis par le titulaire avant exécution

Le titulaire établit au cours de la période de préparation de l'exécution des travaux, telle que définie à l'acte d'engagement du marché, et d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le représentant du pouvoir adjudicateur, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de transmettre au maître d'œuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Commentaires :

L'expression nature d'ouvrage est entendue au sens défini à l'article 17. 1 du CCAG Travaux.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au marché, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

Les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre, celui-ci pouvant demander également la présentation des avant-métrés. La délivrance ne dégage pas le titulaire de sa propre responsabilité.

Le titulaire fournit au maître d'œuvre l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages qu'il doit réaliser.

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels spécifiés dans le marché.

S'ils sont transmis sous forme papier, tous les documents doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

Le titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser par le maître d'œuvre.

Il ne peut, sauf accord exprès du maître d'œuvre notifié par ordre de service, commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du maître d'œuvre sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution.

Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à quinze jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Le défaut de remise des études d'exécution, **dans le délai de la période de préparation de l'exécution destravaux**, des documents mentionnés au présent article 40 entraîne l'application **d'une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché**

Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 46.1 du CCAG Travaux.

Une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et appliquées sur les décomptes mensuels présentés par le titulaire au maître d'œuvre. Elles figurent au certificat de paiement transmis au maître d'ouvrage et sont reprises dans le mandat administratif émis par la collectivité.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

Le montant des pénalités et des primes n'est pas plafonné.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil de 1 000 euros est dépassé.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

5.2 Retard imputable au titulaire en cours d'exécution des travaux

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de **1/3 000** du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée

ou du bon de commande. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 46.1 du CCAG Travaux.

Une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et appliquées sur les décomptes mensuels présentés par le titulaire au maître d'œuvre. Elles figurent au certificat de paiement transmis au maître d'ouvrage et sont reprises dans le mandat administratif émis par la collectivité.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

Le montant des pénalités et des primes n'est pas plafonné.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil de 1 000 euros est dépassé.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

5.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

5.4 Interruption des travaux

L'interruption des travaux par le maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pour des raisons clairement définies propres au chantier ou extérieures ne peut donner lieu à aucune indemnisation, seules seront appliquées les conditions prévues à l'Article 3.3.

5.5 Remise des documents après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux: les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- **dans un délai d'un mois** suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au

coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ces documents sont fournis en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ; s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché.

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

S'ils sont transmis sous forme électronique, tous les documents du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et ceux nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers du marché.

Le défaut de remise du DOE et du DIUO, dans le délai indiqué ci-dessus, des documents mentionnés au présent article 40 entraîne l'application **d'une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché**

Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 46.1 du CCAG Travaux.

Une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et appliquées sur les décomptes mensuels présentés par le titulaire au maître d'œuvre. Elles figurent au certificat de paiement transmis au maître d'ouvrage et sont reprises dans le mandat administratif émis par la collectivité.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

Le montant des pénalités et des primes n'est pas plafonné.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil de 1 000 euros est dépassé.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

5.6 Primes pour avance

En cas d'avance dans l'achèvement des travaux, il n'est pas prévu de prime pour l'Entrepreneur.

6 POURSUITE DES TRAVAUX EN CAS DE DEPASSEMENT DE LA MASSE INITIALE PREVUE

Le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions des articles 139 et 140 du décret 2016-360 du décret du 25 Mars 2016, se réserve la possibilité, lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, de notifier à l'entreprise la décision de poursuivre les travaux, dans les conditions de l'article 15.4 du CCAG.

7 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est prélevée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Elle est calculée sur le montant TTC, hors variation, des travaux ou prestations réglées par l'acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou avec l'accord du maître d'ouvrage, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article 123 du Décret n°2016-360. La garantie à première demande ou, le cas échéant, la caution personnelle et solidaire, est constituée pour un montant équivalent à celui de la retenue de garantie.

En cas de marché à tranches, elle est constituée tranche par tranche au fur et à mesure de leur affermissement. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché ou le cas échéant, de la tranche de travaux considérée, faute de quoi la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

Le titulaire conserve toutefois la possibilité en cours d'exécution du marché de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si le Maître d'ouvrage y consent, une caution personnelle et solidaire, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie étant reversés à l'Entrepreneur après constitution de cette garantie.

La garantie de substitution doit être constituée pour le montant total du marché ou le cas échéant, des tranches affermies à cette date.

Les frais de constitution de la garantie à première demande ou, le cas échéant, de la caution sont à la charge de l'Entrepreneur.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit l'expiration du délai de garantie si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration de ce délai, notifié, par lettre recommandée au titulaire ou à l'établissement ayant accordé sa caution ou sa garantie à première demande, des réserves concernant les ouvrages à exécuter ou si des réserves ont été émises et levées en totalité avant l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit la date de levée de ces réserves.

7.2 Avance Forfaitaire

Sous réserve des conditions prévues à l'article 110-I du décret 2016-360 du 25 mars 2016, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Si la durée prévue pour son exécution est inférieure ou égale à 12 mois, son montant est égal à 5 % du montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct.

Si la durée prévue pour son exécution est supérieure à 12 mois, son montant est égal à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct, et divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

En cas de marché à tranches, elle est versée tranche par tranche au fur et à mesure de leur affermissement.

Le versement de cette avance est toutefois conditionné à la constitution préalable d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance conformément aux dispositions de l'article 112 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Le titulaire pourra substituer à cette garantie à 1ère demande une caution personnelle et solidaire

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement mentionné à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations du marché ou de la tranche considérée ou à partir de la date effective de constitution de la garantie à 1ère demande ou de la caution personnelle et solidaire qui lui est substituée si cette date est postérieure.

Le versement de l'avance est effectué sur le compte unique ou sur chacun des comptes séparés désignés dans l'acte d'engagement et dans ce cas c'est le montant des sommes à verser sur chaque compte qui sert de référence pour la détermination du montant de l'avance à verser à chacun.

Les paiements ainsi effectués par le Maître d'ouvrage sont libératoires vis à vis des entreprises, le mandataire faisant son affaire avec les autres membres du groupement de tout différent entre eux sur les modalités de répartition du montant de l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix et ne peut pas être modifié par avenant.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant du marché ou, le cas échéant, de la tranche considérée.

Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Décret n°2016-360 du 25/03/2016 pour son versement.

Le montant de cette avance et les conditions de son versement sont identiques à ceux définis ci-dessus pour le titulaire.

7.3 Avances facultative et/ou sur matériels

Aucune avance facultative et/ou sur matériels ne sera versée à l'entrepreneur.

7.4 Nantissement

Sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : le Trésorier de Roquevaire
- comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 : Le Maître d'Ouvrage.

8 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET DES PRODUITS

8.1 Provenance des matériaux et produits

Les C.C.T.P. fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de références à des marques de qualité françaises (marque NF ou autres), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient des modes de preuves en vigueur dans

d'autres états membres de l'union européenne qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011).

Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucun cas le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément de l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

8.2 Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunts

Sans objet.

8.3 Caractéristiques, Qualités, Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Maître d'Œuvre fera prélever à son choix des échantillons et des éprouvettes de matériaux avant et au moment de la mise en œuvre. Ceux-ci feront l'objet d'essais physiques ou d'analyses chimiques pour déterminer s'ils sont conformes aux spécifications ou aux normes.

Ces essais seront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de résultats insuffisants, on appliquera les dispositions de l'article 24.5 du C.C.A.G.

9 IMPLANTATION DES OUVRAGES

9.1 Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages prévus dans le cadre du marché.

9.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué par le titulaire à ses frais, contrairement avec les exploitants des ouvrages que le titulaire aura convoqué ainsi que le maître d'œuvre.

Il est précisé que par dérogation à l'article 27.31 du CCAG l'entrepreneur doit rechercher les emplacements exacts des ouvrages souterrains (canalisations de gaz, d'eau, de saumure, pipes lines divers, câbles électriques, câble des télécommunications, etc.). Pour cela il doit prévenir l'exploitant des ouvrages souterrains avant le début des travaux par la rédaction et la transmission aux exploitants des Déclarations de Commencement des Travaux (DICT) par exemple.

10 PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période préparation dont les caractéristiques sont définies à l'Acte d'Engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du titulaire :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;
- Etablissement et présentation au maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;

Par dérogation à l'article 28.2 3^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires le cas échéant ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) ;

Etablissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;

Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 Décembre 1994 modifié par inspection commune organisée par le coordonnateur SPS ; Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants inclus).

Le cas échéant, établissement, mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du SOGED dans le délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation ;

Les travaux ne peuvent pas commencer avant obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

Le Maître d'Œuvre peut, par ordre de service, imposer la réalisation des travaux selon la chronologie souhaitée.

10.2 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et transmis avec les notes de calculs correspondantes au Maître d'Œuvre.

Dans le cas de fourniture par le Maître d'Œuvre de plans types, l'entrepreneur reste responsable de la vérification de la stabilité des ouvrages et de son adaptation au terrain.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont une version informatique.

10.3 Echantillons – Notices Techniques – Procès Verbal d'Agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

10.4 Modification de détail de la consistance des travaux

Le Maître d'Œuvre peut modifier les quantitatifs des travaux prévus initialement sans que cela bouleverse l'économie générale du marché.

10.5 Installation - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

10.5.1 *Installations de chantier des entreprises :*

Aucun site en dehors du domaine public de l'opération ne sera mis à disposition des entreprises pour leurs installations par la maîtrise d'ouvrage.

L'entrepreneur est libre du lieu de ses installations dans la mesure où cette installation garantit la proximité immédiate de l'opération et la sécurité de tous.

La recherche de terrains et les éventuels frais de locations, de mise à disposition, sont intégralement à charge de l'entrepreneur.

Le projet des installations établi au cours de la phase de préparation indique sur plan le lieu d'installation des locaux ainsi que leurs accès depuis les entrées du chantier. Le cas échéant, les dessertes de ces installations par les réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'électricité.

L'entrepreneur doit prendre sur ses chantiers toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Il doit également prendre toutes les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

Toutes ces mesures sont à la charge de l'entrepreneur.

Lorsque les travaux sont soumis à déclaration au titre de l'article L 238.1 du Code du Travail, l'affiche prévue à l'article 31.14 du CCAG est la copie de cette déclaration, complétée par le nom et l'adresse de l'inspecteur du Travail.

10.5.2 *Lieu de dépôt des déblais en excédent :*

Les déblais en excédent dont la nature permet une utilisation ultérieure en vue de la constitution de plateformes de voirie ou de bâtiments seront rangés dans le périmètre de la zone des travaux en un lieu indiqué par le maître d'ouvrage.

Pour les autres natures de matériaux de déblais en excédent, aucune stipulation particulière n'est donnée, se conformer au CCTP du marché.

10.5.3 *Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)*

Principes Généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire doivent respecter les dispositions en application des dispositions du Code du Travail.

Autorité du Coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, tels que hauteurs de chutes, ensevelissements, etc., le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre du Journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Moyens donnés au Coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Obligation du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ; tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé ; la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ; dans les 5 jours suivant l'ordre de service qui ordonne le commencement de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ; les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ; tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ; la copie des déclarations d'accident de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et leur indique leur objet ;
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de SPS par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

10.5.4 Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants :

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993.

10.5.5 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique :

La signalisation des chantiers dans la zone intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle de l'autorité compétente. Préalablement à la réalisation des travaux, l'entrepreneur réalise les démarches administratives nécessaires à l'obtention des permissions de voirie et arrêtés de circulation ; Le cas échéant, il renouvelle autant de fois que nécessaires les démarches pour couvrir l'ensemble de la durée de son intervention.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 Novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par feux tricolores.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et au cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122.c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, livre I-8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis de fanions K1 avertissent les usagers de la présence à proximité d'obstacles sur la chaussée ou ses dépendances.

10.5.6 Prescriptions particulières

Il sera exigé de l'entreprise que les voiries impactées par les travaux soient maintenues dans un état de surface permettant le déplacement des piétons, et la circulation par tout véhicule léger motorisé.

L'entreprise aura à charge de limiter les dégagements de poussières à proximité des lieux d'habitations, et devra à ce titre empierrer et/ou mouiller régulièrement les surfaces dans cet objectif.

Enfin, un accès par véhicule léger sera restitué aux résidences privatives et publiques bordant les aménagements en dehors des plages horaires de travail. Soit à minima tous les soirs, chaque fin de semaine, jours fériés, etc.

11 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

11.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrage seront réalisés conformément aux dispositions prévues par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et C.C.T.P.

Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

- les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur défini au PAQ sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire,

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 24.3 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

- les essais et contrôles relevant du contrôle extérieur prévus au marché sont assurés à la diligence du maître d'œuvre, et par dérogation à l'article 38 du CCAG, aux frais du maître d'ouvrage.

NB : l'ensemble des contrôles et essais exécutés, qu'ils soient internes ou externes font l'objet d'un PV en présence d'un représentant du maître d'ouvrage, et du maître d'œuvre. Faute de PV, la réception des travaux sera prononcée aux torts exclusifs de l'entreprise.

11.2 Réception

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves mentionnées en 9.1 ci-dessus.

L'entrepreneur doit aviser à la fois le pouvoir adjudicateur et le Maître d'Œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

La réception partielle des ouvrages est sans objet dans le présent marché.

11.3 Mise à la disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

11.4 Documents fournis apres execution

Le titulaire remet au maître d'œuvre en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire au coordonnateur SPS (s'il intervient), pour constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage « DIUO », au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- le dossier des ouvrages exécutés (DOE),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établis conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans et autres documents conformes à l'exécution pliés au format normalisé A4.

Il transmet également l'ensemble de ces documents sous format numérique pour reproduction éventuelle. Les formats de fichiers numériques transmis font appels à des logiciels libres de tout droit de licence. Les formats « PDF » seront privilégiés.

11.5 Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la date retenue par le Maître d'Ouvrage pour la réception des travaux et indiquée dans le procès-verbal par le pouvoir adjudicateur.

11.6 Responsabilité décennale

Le point de départ des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil est fixé à la date d'effet de la réception totale ou partielle arrêtée par le pouvoir adjudicateur.

11.7 Assurances

Tous les entrepreneurs participant aux travaux sont tenus de souscrire :

1 - ASSURANCE GARANTIE DECENNALE

Une police d'assurance en état de validité conforme au régime d'assurance des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil.

2 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Une police d'assurance individuelle de "Responsabilité civile de Chef d'Entreprise" pour couvrir en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale, les conséquences pécuniaires de dommages de toute nature causés aux tiers du fait de leur activité sur le chantier (article 4.3 du C.C.A.G.).

Chaque entreprise devra, lors de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, faire parvenir à la personne responsable une copie certifiée conforme des polices d'assurance qu'elle a dues souscrire de ce fait.

12 RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonné à la réception immédiate par la PRM des documents énumérés à l'article 2.23 du CCAG complété par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption, absorption, et à la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché défini à l'article 49 du CCAG, l'inexactitude des renseignements prévus par la nouvelle réglementation des marchés publics applicable depuis le 1^{er} Avril 2016, peut entraîner sans mise en demeure préalable par dérogation au 49.1 du CCAG, la résiliation du marché par décision de la PRM aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudices des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

13 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux dispositions du C.C.A.G. sont les suivantes :

- dérogation de l'article 19.11 apportée par l'article 4.1 du C.C.A.P. (Délai d'exécution).
- dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. apportée par l'article 4.7 du C.C.A.P. (fourniture des documents conformes à l'exécution).
- dérogation à l'article 48.1 apportée par l'article 4.5 du C.C.A.P. (Ajournement des travaux).
- dérogation à l'article 4.2 apportée par l'article 5.1 du C.C.A.P. (Retenue de Garantie).
- dérogation à l'article 11.6.4^{ème} alinéa apportée par l'article 5.2 du C.C.A.P. (Avance forfaitaire).
- dérogation à l'article 27.31 apportée par l'article 7.2 du C.C.A.P. (Repérage des ouvrages existants).
- dérogation aux articles 28.1 et 28.2 apportée par l'article 8.1. du C.C.A.P. (Période de préparation).
- dérogation à l'article 38 apportée par l'article 9.1 du C.C.A.P. (Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux).
- dérogation à l'article 49.1 apportée par l'article 10 du C.C.A.P. (Résiliation).

**Le candidat date et signe sous mention « Lu et Approuvé » :
Cachet de la société.**